

Conjoncture agricole ligérienne

Octobre 2025

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Le contexte global de l'agriculture ligérienne continue d'être perturbé par une instabilité de plus en plus structurelle à commencer par les incertitudes qui pèsent tant sur la scène internationale que dans la vie politique française. Le contexte géopolitique international, déjà dense, s'est encore un peu plus complexifié avec la multiplication des conflits commerciaux : Etats-Unis avec ses partenaires commerciaux (taxation des importations américaines en provenance d'UE à 15 %), mesures de rétorsion chinoises contre l'UE (taxation des importations de viande porcine), ...etc. S'agissant de la politique commerciale de l'UE, le processus de ratification de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur (notamment impactant pour la viande bovine et la volaille de chair) est lancé alors que la réelle efficacité des mesures de sauvegarde est mise en cause. Le solde commercial agro-alimentaire français continue de s'éroder dans cet environnement politique et économique peu favorable. L'alternance de déficits et d'excédents mensuels risquent de déboucher prochainement sur un déficit annuel. Toujours sur le plan européen, les propositions faites par la Commission européenne pour le prochain budget européen (2028/34) et la prochaine PAC ont fait l'unanimité contre elles principalement du fait du recul des fonds dédiés à la production agricole et du risque de nationalisation de la PAC. Les décisions prises d'ici la fin de l'année 2027 seront déterminantes pour l'agriculture ligérienne. L'adversité des conditions climatiques se renforce. Après les excès de pluviométrie de l'hiver 2024/25, la période estivale a été chaude et sèche avec des conséquences sur le bon développement végétatif des cultures. Le risque sanitaire, devenu omniprésent, concerne désormais la quasi-totalité des productions. Il pénalise particulièrement les filières bovine et ovine depuis quelques mois.

L'élevage ligérien, tout en subissant les conséquences de cet environnement instable et aux enjeux multiples, continue de faire preuve d'une certaine résilience. La pression sanitaire des maladies vectorielles s'accroît sur les **cheptels bovins** et impacte les naissances. Le **marché du maigre** est perturbé par l'interdiction d'exportations de bovins (pour limiter la propagation de la DNC). Les conjonctures continuent d'être favorables tant pour le **lait de vache** que la production de **viande bovine**, mais la décapitalisation se poursuit. La production de **volailles de chair** poursuit sa reprise depuis la crise de 2022 dans un contexte de demande intérieure soutenue. Mais la dépendance de la consommation nationale de poulet aux importations s'accroît. Le marché des **œufs de consommation** bénéficie également d'un contexte de demande dynamique face à une filière encore en transition vers la production d'œufs alternatifs. En **filière porcine**, la production de porcs charcutiers se stabilise dans un contexte de marché baissier, impacté par la taxation de la Chine de ses importations en provenance d'UE. La collecte régionale de **lait de chèvre** rattrape progressivement son niveau de 2024 et la **filière ovine** subit un retournement de conjoncture sur fond de repli sensible de la consommation.

Les bilans mondiaux pèsent sur les marchés des **grandes cultures**. Les conditions climatiques ont impacté la qualité de certains **légumes** d'été, ainsi que la demande des consommateurs. En **viticulture**, le potentiel de production est limité, mais le millésime prometteur. La **filière arboricole** (pompes et poires) estime le début de la campagne fragile. En **horticulture et pépinière**, l'été a été satisfaisant, mais les perspectives interrogent.

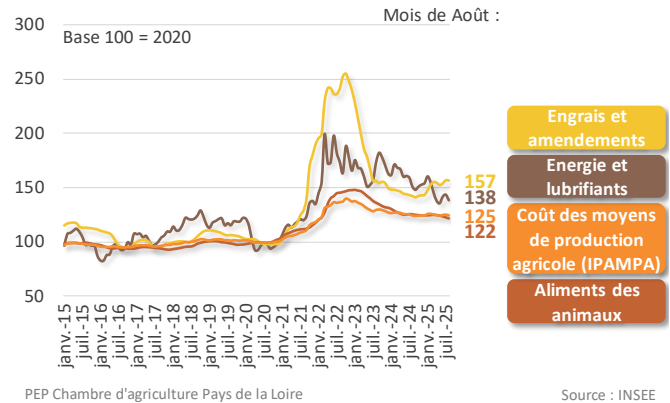


INTRANTS : HAUSSE DU PRIX DES ENGRAIS ET DES AMENDEMENTS

Le prix d'achat des intrants pour l'activité agricole se replie à nouveau en août (-0,7 % /2024) après deux mois de hausse consécutifs. Sur un an, le recul se poursuit à un rythme modéré sous l'effet du recul persistant des prix de l'énergie (-8,3 % en août /2024) et des prix des aliments pour animaux (-2,9 %), ce malgré l'augmentation de +10 % des prix des engrais et des amendements.

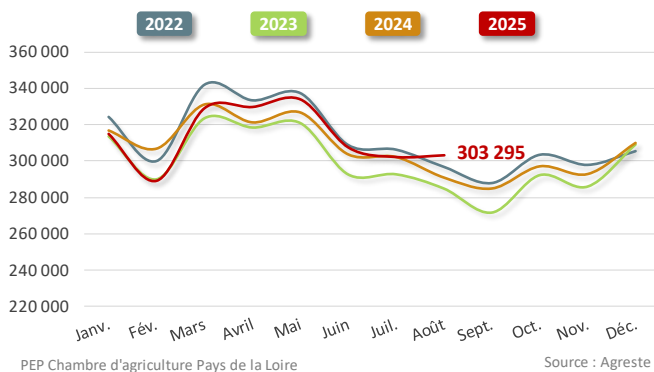
Sur un an, le prix d'achats des intrants demeure en baisse pour les élevages, mais s'inscrit à la hausse pour les exploitations de grandes cultures, viticoles et arboricoles.

Coût des moyens de production par poste



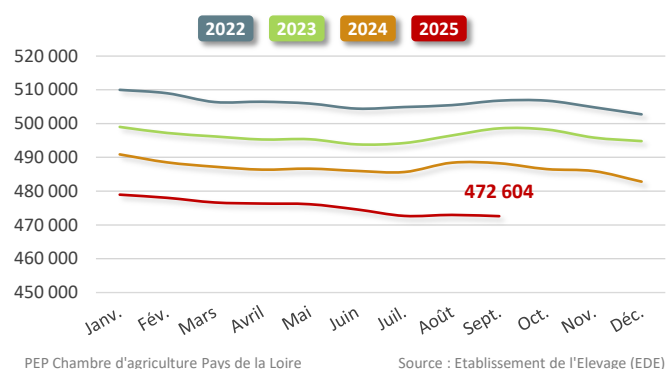
LAIT DE VACHE : VERS UNE PRESSION DES MARCHÉS SUR LE PRIX À LA PRODUCTION ?

Evolution mensuelle des livraisons de lait de vache en Pays de la Loire (1 000 L)



En cumul sur les huit premiers mois de 2025, la collecte française de lait de vache se stabilise par rapport à 2024 (+0,1 %). La dynamique du mois d'août (+4 % /2024) se poursuivrait en septembre, portée par l'attractivité du prix du lait et la disponibilité de fourrages de qualité. Cette progression estivale se réalise dans un double contexte de présence des maladies vectorielles dans l'Ouest de la France et de recul du cheptel de vaches laitières de -2,6 % au 1^{er} septembre par rapport à 2024. La part de la production biologique poursuit son repli pour s'établir à 4,6 % de la collecte nationale en août dernier. En Pays de la Loire, l'évolution de la collecte est globalement similaire à la tendance nationale tant en cumul depuis le début de l'année (+0,4 % /2024) qu'en août (+4,3 % /2024). Le cheptel

Evolution des effectifs de vaches laitières en Pays de la Loire (en têtes)



ligérien de vaches laitières poursuit également son repli (-3,2 % /2024 au 1^{er} septembre). La baisse de la collecte ligérienne de lait biologique semble ralentir depuis le printemps 2025.

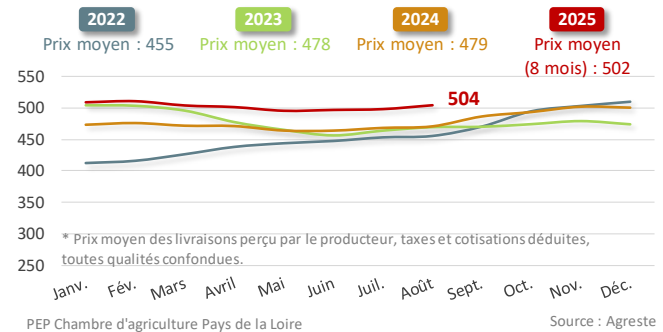
Après trois ans de relative stabilité, la production des principaux bassins laitiers exportateurs connaît une progression significative depuis le mois d'avril, notamment aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande, en UE et en Argentine (près de +1 % en cumul sur douze mois glissants). Les disponibilités croissantes de lait ont favorisé les fabrications et les exportations de beurre qui pèsent sur les marchés depuis quelques semaines. Le marché des poudres (maigres et grasses) est également sous pression face à une demande atone. En France, la consommation des

ménages de produits laitiers en volume marque le pas d'après les données de Worldpanel by Numerator (en cumul sur douze mois glissants de septembre à août). A l'exception de l'ultra-frais et des fromages, presque stables, les achats des autres catégories de produits laitiers se replient. La demande des produits laitiers biologiques montre par ailleurs des signes de reprise pour certaines catégories de produits comme l'ultra-frais.

Le prix du lait conventionnel payé au producteur s'élevait à 504 euros/1 000 litres en août 2025, en progression de 33 euros en un an (+7,1 %). Son évolution au cours des prochains mois

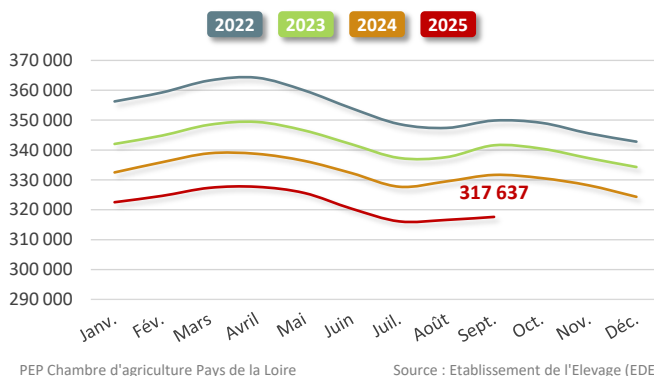
dépendra en partie du contexte de marché des commodités laitières.

Evolution mensuelle du prix* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)



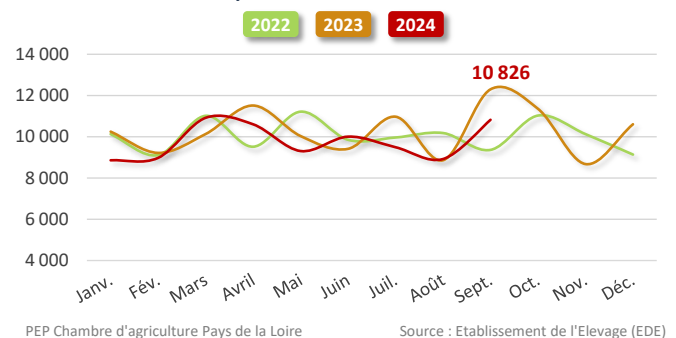
VIANDE BOVINE : LE MANQUE DE DISPONIBILITÉS TOUJOURS HAUSSIER SUR LE PRIX DES GROS BOVINS

Evolution des effectifs de vaches allaitantes en Pays de la Loire (en têtes)



La production française de viande de gros bovins s'est repliée de -2 % sur les neufs premiers mois de l'année 2025, alors qu'elle s'était stabilisée en 2024. Les abattages nationaux sont même en net recul de l'ordre de -7 % au cours des quatre dernières semaines (38 à 41) : -3 % /2024 pour les génisses et réformes allaitantes, -8 % pour jeunes bovins allaitants et -10 % pour les réformes laitières. Au 1^{er} septembre, les cheptels souches de vaches laitières et allaitantes se repliaient par ailleurs de -2,6 % par rapport à 2024. L'accélération de la décapitalisation par rapport aux mois précédents est également provoquée par l'impact des maladies vectorielles (FCO et MHE) sur la fertilité (moins de naissances) et la surmortalité des vaches et des veaux.

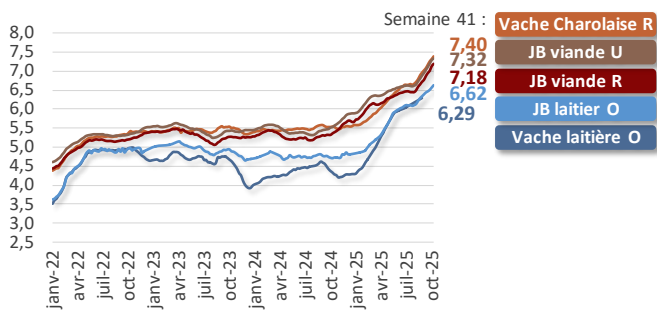
Evolution des sorties boucherie de bovins mâles viande (12 à 24 mois) en Pays de la Loire (en têtes)



En Pays de la Loire, les sorties boucheries des jeunes bovins allaitants reculent de -5,1 % en cumul sur les neuf premiers mois de 2025. Les effectifs de vaches allaitantes se replient quant à eux de -4,2 % au 1^{er} septembre 2025 par rapport à 2024.

Dans ce contexte, la hausse des cours des réformes allaitantes (Charolaise R) et des jeunes bovins allaitants (U et R) s'est accentuée pour atteindre en semaine 41 respectivement 7,40 euros/kg, 7,32 euros/kg et 7,18 euros/kg, en hausse de plus de 30 % en un an.

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Les exportations françaises de viande bovine progressent de +3 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2024, mais reculent assez fortement en août. Les importations suivent une tendance opposée, c'est-à-dire une baisse de l'ordre de -3 % sur la même période. Dans ce contexte de repli généralisé des disponibilités (baisse des abattages, hausse des exportations et recul des importations), la consommation de viande de gros bovins (calculée par bilan) recule plus fortement sur les huit premiers mois de 2025 (-3,2 %) qu'en 2024 (-2,4 %).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2025, les naissances de veaux allaitants et laitiers reculent de -5 %. Elles sont impactées par la décapitalisation et les conséquences des

maladies vectorielles. La pression sanitaire causée par la DNC a également d'autres impacts sur la fluidité et l'équilibre du marché des brouillards et des veaux d'élevage avec la suspension des exportations bovins vivants en dehors de la France depuis le 17 octobre et ce pendant 15 jours. Ce contexte, s'il devait s'inscrire dans la durée, sera baissier sur le marché du maigre (chute des prix dans la foulée de l'annonce à l'exception des brouillards). Le recul des disponibilités continuait de tirer le marché du maigre à la hausse au cours des dernières semaines avant cette annonce. La plupart des catégories d'animaux ont poursuivi une inflation marquée à l'exception des brouillards lourds dont le prix était devenu prohibitif pour les acheteurs (qu'ils soient français, italiens ou espagnols) qui se sont progressivement reportés vers des animaux plus légers et plus accessibles à la tête. L'offre en viande de veau de boucherie est également insuffisante pour satisfaire la reprise de la demande des collectivités depuis la rentrée de septembre. À l'instar des marchés des gros bovins, la tension sur l'offre est haussière sur les cours. Cette forte hausse des prix (entrée abattoir) permet de contribuer à la couverture de l'achat des veaux laitiers dont les prix ont battu des records depuis quelques mois, mais se sont sensiblement réajustés à la baisse depuis quelques jours.



VOLAILLE DE CHAIR : UN NIVEAU DE PRODUCTION QUI PEINE A ENRAYER L'IMPORT POUR RÉPONDRE A UNE DEMANDE QUI SE MAINTIENT

Sur les sept premiers mois de 2025, la consommation de viande de volaille s'est confortée (+1,1 % /2024) et celle des produits élaborés s'est accélérée sur la même période (+8,2 % /2024). Ils représentent désormais plus du tiers des achats de viande de poulet.

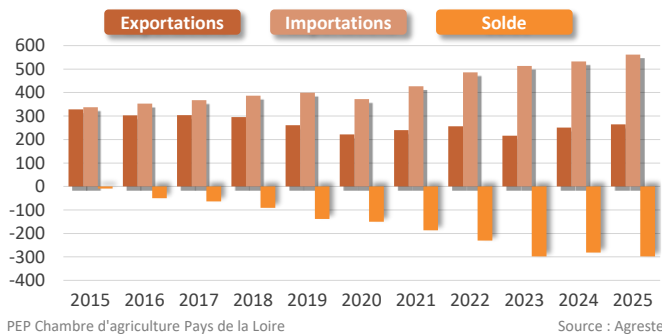
Les abattages nationaux de volailles* progressent de +2 % en volume en cumul de janvier à juillet 2025. Ils sont en hausse de +4,9 % pour les poulets, quasi stables pour

les dindes et les pintades (respectivement de +0,1 % et -0,8%), mais en chute de -28,7 % pour le canard à rôtir.

Les mises en place de poussins de chair sont en hausse de +1,2 % en cumul de janvier à juillet 2025, tirés par le poulet (+2 %) et la dinde (+6,9 %). Le nombre de poussins mis en place en 2025 demeure cependant inférieur de -2,2 % à la moyenne 2020/24.

* données d'abattages en Pays de la Loire en cours d'expertise.

Evolution du commerce extérieur de viande de volaille en France Cumul janvier à juillet (1 000 tec)



Concernant les échanges commerciaux réalisés sur les sept premiers mois de l'année, si les exportations françaises de viande de volaille connaissent une évolution positive (+5,4 % /2024 à 264 100 tec), les importations

demeurent d'autant plus importantes (+5,5 % /2024 à 561 600 tec). Le solde commercial se dégrade en volume et en valeur (-297 600 tec et -1 million d'euros). Le poulet représente plus de 93 % des importations françaises de viande de volaille en volume. Le contingent de 180 000 tonnes de volaille à droits nuls prévu dans l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur présente un risque important de déstabilisation du marché européen.

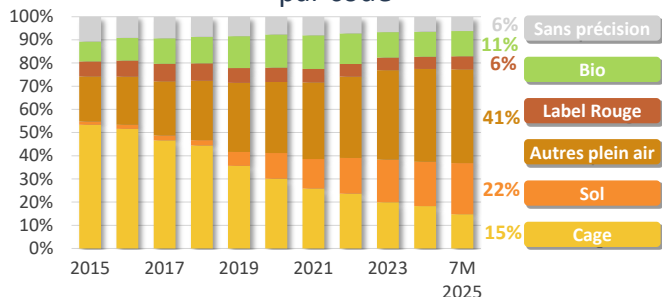
Enfin, le niveau de risque d'IAHP est relevé au niveau modéré depuis le 16 octobre. Une prise en charge de la vaccination est toujours possible à hauteur de 40 % du coût total. Une proposition de loi « santé animale » pour un retour à 70 % de prise en charge a été déposée.



ŒUFS DE CONSOMMATION : MAINTIEN DE LA DEMANDE ET DE LA PRODUCTION ET PROGRESSION DES PRIX, DES MISES EN PLACE DE POULETTES PONDEUSES ET DE L'IMPORTATION

Selon les données de Worldpanel by Numerator, la dynamique d'achats des ménages d'œufs ne faiblit pas sur les sept premiers mois de 2025 (+3,9 % /2024). Les achats d'œufs au sol et d'œufs Label Rouge progressent respectivement de +23,5 % et +15,1 %. Les œufs de poules élevées au sol représentent 22 % de part de marché sur les sept premiers mois 2025 et les œufs de poules élevées en plein air plus de 46 %, Label Rouge compris.

Achats des ménages d'œufs en grande distribution : évolution des parts de marché par code



Sur les sept premiers mois de 2025, la production nationale d'œufs se maintient en volume (+0,7 % /2024), malgré une poursuite de la conversion des systèmes cages vers des

systèmes alternatifs (au sol majoritairement). L'ITAVI projette une production 2025 à 957 000 téoc. La croissance de la production d'œufs issue des poules élevées au sol (+11,3 %) compense le repli de la production des poules en cage (-8,7 %). Afin d'augmenter la production, les mises en place de poulettes de ponte ont augmenté de +13,2 %.

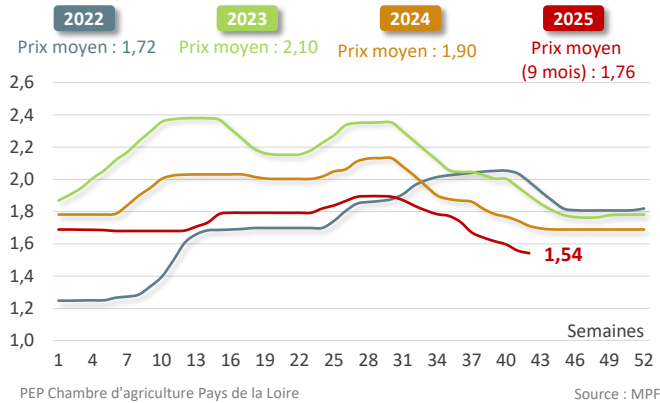
Toujours sur la même période, les importations en œufs coquilles et en ovoproduits se sont amplifiées respectivement de +12,3 % et +7 %. Les exportations d'ovoproduits sont en hausse de +6 % contrairement à celles des œufs coquilles qui reculent de -9 % (faibles volumes). Le déficit commercial se détériore à nouveau.

L'Ukraine renforce sa position de premier fournisseur de l'UE en 2025, avec 81 % de parts de marché dans les importations européennes (80 % d'œufs coquilles). La France n'importe pas directement d'œufs ukrainiens à l'inverse de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Pologne dont les importations progressent en provenance de cette origine. Le risque qu'une part de ces volumes se retrouve sur le marché français n'est pas nul.



VIANDE PORCINE : UN MARCHÉ SOUS TENSION DEPUIS L'OFFICIALISATION DES DROITS ANTIDUMPING IMPOSÉS PAR LA CHINE

Cotations du porc cadran français (€/kg)



En août 2025, sur douze mois glissants, les volumes nationaux abattus enregistrent une légère progression de +1,1 % en volume et sont quasiment stables en têtes par rapport aux douze mois antérieurs (+0,1 %). Cette relative amélioration résulte à la fois des gains de productivité des truies et de la hausse des poids de carcasse. Selon la dernière enquête cheptel de mai-juin, le cheptel de truies a enregistré une hausse de +0,6 %. En Pays de la Loire, la production de porcs charcutiers est relativement stable en tonnages et en têtes en cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024 (respectivement de +0,1 % et +0,2 %).

La consommation (calculée par bilan) progresse de +2,1 % sur douze mois glissants en juillet 2025 après avoir été en recul en 2024 (-0,7 %). Sur la même période, les importations de viande en volume progressent de +3,1 %, alors que les exportations diminuent de -3,2 %. Le solde commercial français se dégrade de -15 %.

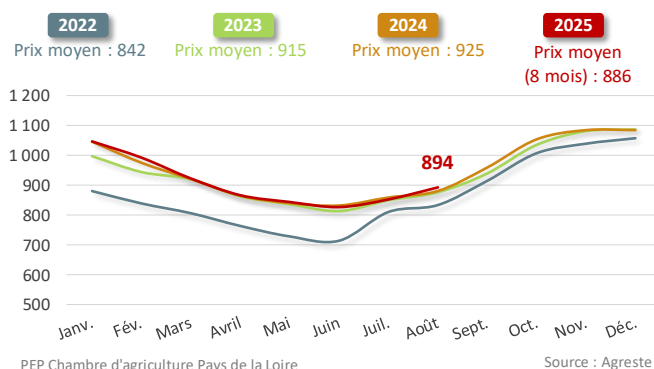
Le cours du porc au cadran français connaît un recul constant depuis le mois de juillet. Il a baissé de 35 centimes pour s'établir à 1,54 euro/kg en semaine 42. Ce niveau n'avait pas été atteint depuis mars 2022. Cette tendance se généralise dans les pays européens. Ce repli n'est pas seulement lié à la baisse saisonnière habituelle du prix, il est imputable à la décision de la Chine depuis le mois de septembre, d'imposer des droits de douanes provisoires (de 20 à 62,4 %) sur les importations de viande de porc originaire de l'UE. Ce nouveau cadre tarifaire exerce une pression accrue sur les débouchés européens qui pourrait entraîner une augmentation des volumes disponibles sur le marché intérieur et, par conséquent, une pression à la baisse sur les prix.

L'inquiétude des éleveurs de porcs français est vive. Ils voient leur marge se dégrader avec le passage du prix du cadran français en dessous de leur prix de revient moyen.



LAIT DE CHÈVRE : ENTRE TENSIONS SUR L'OFFRE ET DEMANDE DYNAMIQUE, LE MARCHÉ CAPRIN CHERCHE SON ÉQUILIBRE

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



En cumul sur les huit premiers mois de l'année 2025, la collecte nationale de lait de chèvre affiche un recul de -2,4 % par rapport à 2024. Cependant, les livraisons du mois d'août ont été plutôt dynamiques comparativement à 2024 (+2,9 %). La tendance nationale semble se poursuivre en septembre d'après les estimations de FranceAgriMer. Cette amélioration peut s'expliquer par des fourrages de meilleures qualités cette année.

La collecte de lait de chèvre en Pays de la Loire rattrape progressivement son niveau de 2024

(-1 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année) grâce à des livraisons plus soutenues depuis le mois de mai. En août, elles enregistrent une hausse significative de +4,4 % par rapport à 2024. Cette progression est à relativiser en raison de la faiblesse du niveau de collecte de 2024.

Les stocks de produits de report caprin restent cependant toujours inférieurs à leur niveau de 2024. Fin août, ils s'établissent à un niveau inférieur de -24 % par rapport à 2024. Pour compenser ce déficit, les transformateurs ont importé plus de 6 millions de lait de chèvre. Ainsi, les importations augmentent de +25 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024.

Sur la même période, d'après les données de Worldpanel by Numerator, les achats de fromages de chèvre des ménages français enregistrent une baisse de -0,9 %. Les fabrications industrielles de fromage au lait de chèvre demeurent stables. Le segment du fromage frais progresse de +3,5 % alors que les fromages à la pièce reculent de -0,8 %, avec des baisses marquées pour les pyramides (-9,6 %) et

les buchettes (-1,5 %). Les fabrications de fromages à découper, principalement destinés à la restauration hors domicile (RHD), diminuent de -2,3 % en raison de la pression sur les prix dans un secteur où les produits à base de lait de vache sont souvent moins chers. Les produits ultra-frais poursuivent leur progression (+5,1 %), portée par la bonne dynamique des yaourts, fromages blancs et skyr qui sont bien valorisés.

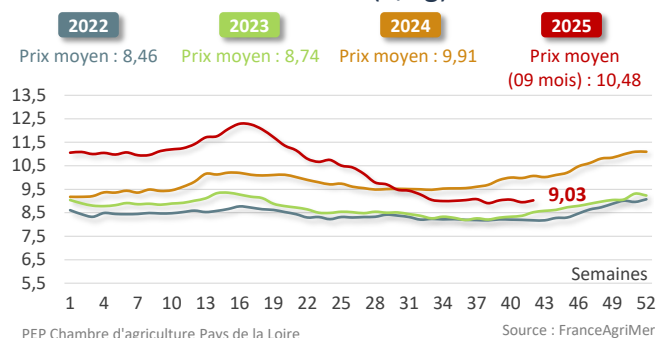
En août 2025, le prix du lait de chèvre en Pays de la Loire atteint 894 euros/1 000 litres, en hausse de +1,3 %. Parallèlement, les charges de production, bien qu'elles demeurent à un niveau élevé, poursuivent la tendance baissière observée depuis la fin de l'année 2023. Néanmoins, il est à noter que certaines charges comme le coût de la main d'œuvre, travaux réalisés par des tiers ou fermages continuent de progresser.

Les perspectives pour 2025 laissent entrevoir une collecte relativement stable par rapport à 2024, avec des signes encourageants pour un éventuel rebond en 2026.



VIANDE OVINE : LA BAISSSE DES COURS S'ACCENTUE AVEC LE REPLI DE LA CONSOMMATION

Cotations régionales agneaux 3 (couvert),
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir -
Zone Nord (€/kg)



Une moindre demande pour la fête de l'Aïd et un repli de la consommation en période estivale, du fait des températures élevées, ont accentué la baisse des cours de l'agneau. Fin juillet, le prix est passé en dessous de son niveau de 2024. Le traditionnel déséquilibre offre/demande a été amplifié par un afflux d'agneaux finis en été en

raison des conséquences de la FCO sur la reproduction dans les élevages (mortalité, retard des naissances). Le prix est quasiment stable depuis la mi-août, en baisse de 1,04 euro/kg en semaine 41 par rapport à 2024. La traditionnelle hausse des cotations jusqu'à Noël n'a pas débuté.

Sur les huit premiers mois de 2025, la production abattue de viande ovine était en recul de -7 % à 47 000 tec par rapport à la même période de 2024. Avec l'alourdissement du poids moyen des carcasses, tant pour les agneaux que pour les réformes, la baisse en volume de production est moins prononcée qu'en effectif. Ces baisses sont au moins en partie imputables à l'épidémie de FCO.

Sur cette même période, les importations françaises de viande ovine destinées au marché

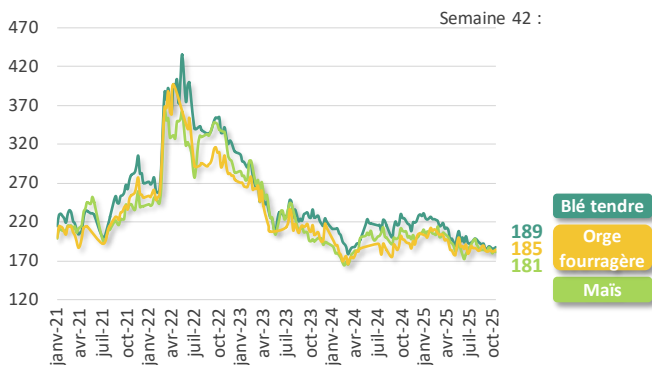
français ont atteint 54 000 tec, en recul de -3 % par rapport à 2024. On observe un regain des volumes en provenance du Royaume-Uni (+4 % /2024), mais des baisses marquées d'Espagne (-17 %), de Nouvelle-Zélande (-5 %) et d'Irlande (-11 %).

La consommation des ménages a baissé de 13 % sur cette période comparée à 2024. La hausse du prix moyen à la consommation (+10 %) a contribué à aggraver cette baisse.



GRANDES CULTURES : DES PRIX GLOBALEMENT CONTENUS PAR LE CONTEXTE MONDIAL

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

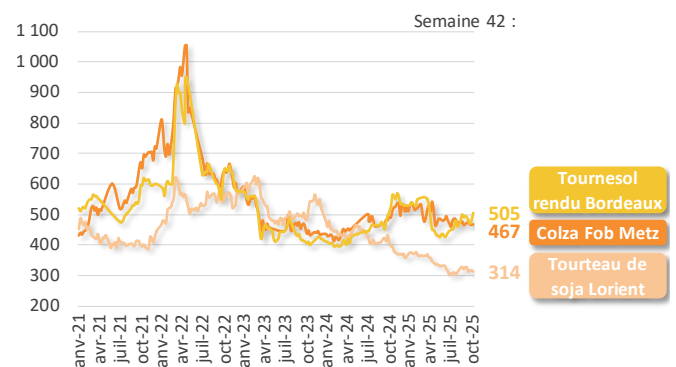
Les marchés des céréales évoluent globalement dans un contexte qui subit la pression des dernières récoltes qui ont conforté les disponibilités mondiales. Cet environnement pèse sur les cours du blé avec notamment la montée en puissance des exportations russes et des perspectives très favorables en Argentine. La compétitivité de l'origine française et la demande dont elle fait l'objet à l'export vers l'UE et les Pays tiers offrent un soutien aux cours qui pourraient néanmoins rester contenus par la concurrence internationale.

Sur le marché du maïs, des difficultés logistiques et le retard de la récolte freinent l'acheminement du maïs en provenance d'Ukraine. Cette origine est par ailleurs moins compétitive en raison du renchérissement du fret, ce qui favorise le positionnement du maïs français sur le marché européen. Le marché du maïs devrait cependant subir la concurrence du blé en alimentation animale et la pression baissière du complexe céréalier.

Le dernier bilan du marché français des céréales établi par FranceAgriMer fait état de ces évolutions en soulignant que le dynamisme des exportations allège les stocks. La récolte

française des céréales à paille s'est confortée en 2025 par rapport au faible niveau de 2024 (près de +27 %), mais également par rapport à la moyenne quinquennale (près de +5 %). La récolte nationale de maïs serait par contre stable en 2025 par rapport à la moyenne 2020/24. En Pays de la Loire, la récolte des céréales à paille connaît une évolution similaire à la tendance nationale, mais les estimations s'annoncent très baissières pour le maïs grain.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

S'agissant des marchés des oléagineux, en l'absence de rapport USDA (causée par le shutdown aux Etats-Unis), le complexe oléagineux a principalement été animé par les guerres commerciales en cours entre la Chine et le continent américain, et plus spécifiquement le Canada et les Etats-Unis. Ces conflits pourraient trouver une issue favorable d'après les protagonistes. La tension des fondamentaux du marché mondial du tournesol (récoltes décevantes en Europe et en Ukraine) soutient le marché du colza. La récolte française d'oléagineux 2025 est en légère progression par rapport à la moyenne quinquennale, mais cette apparente stabilité masque des tendances très différentes : hausse sensible de près de +20 %

en colza et recul du même ordre de grandeur en tournesol (-18 %) en raison d'une diminution des rendements et des surfaces. En Pays de la Loire, la récolte de colza 2025 progresse légèrement

(+2 %) par rapport à la moyenne quinquennale, alors que celle de tournesol recule de l'ordre de -7 %.



VITICULTURE : UN BEAU MILLÉSIME EN PRÉVISION

Les vendanges 2025 auront été marquées par une précocité exceptionnelle. La canicule et la sécheresse estivales, combinées à quelques pluies bénéfiques en juillet, ont accéléré le processus de maturation des raisins. Les conditions météorologiques favorables en août et en septembre ont permis de bonnes conditions de récoltes. Le bon état sanitaire des vignes laisse augurer un millésime de qualité. Du point de vue de la quantité, le volume récolté est impacté par la sécheresse et les pertes de la campagne passée. En Anjou Saumur, les rendements sont moyens et la production est révisée à la baisse (-30 % sur le cépage Cabernet Franc selon la fédération viticole Anjou Saumur). Sur le vignoble Nantais, les rendements seraient meilleurs qu'en 2024, en moyenne autour de 40 hectolitres/hectare, mais sont hétérogènes selon les parcelles. Le niveau de production reste inférieur à la moyenne quinquennale. Le rendement de l'appellation en Muscadet sous régionale recule de -25 % et celui du Muscadet régionale de -35 %.

Sur douze mois glissants, d'août 2024 à juillet 2025, les volumes de vins AOP du vignoble

Nantais mis en marché et vendus en France reculent, respectivement de -9 % et -11,2 % et les ventes à l'export se maintiennent (+1 %). Pour les vins rosés AOP Anjou Saumur, les volumes mis en marché, vendus en France et à l'export baissent respectivement de -2,7 %, -3 % et -1,4 %). Pour les fines bulles Anjou Saumur, les volumes mis sur le marché et à l'export progressent respectivement de +7,8 % et +24,9 %, alors que celui des ventes en France diminue (-4,6 %) d'après les données Interloire.

Selon le bilan de campagne 2024/25, les exportations nationales de vin se stabilisent en volume et en valeur (+1 %). Après une baisse continue depuis 2020/21, cette stabilisation est liée à la constitution de stocks de précaution aux Etats-Unis face au risque de droit de douane et qui a permis de gagner d'importants volumes. Pour les vins ligériens, l'export représente en moyenne 20 % des volumes. Sur cette part exportée, les Etats-Unis ne représentent que 6 à 14 % selon les AOP. L'impact de la hausse des droits de douanes sur le commerce des vins ligériens sera à suivre au cours des prochains mois.



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : UN ÉTÉ SATISFAISANT MAIS DES INQUIÉTITUDES POUR L'AVENIR

La filière horticole achève sa saison en cette fin d'été sur un bilan en demi-teinte. Certaines entreprises horticoles ont engagé le printemps en grande difficulté à la suite de deux saisons très dégradées par des conditions météorologiques désastreuses. Elles comptaient donc beaucoup sur cette saison 2025 pour retrouver une santé financière. Les professionnels de la filière disent avoir connu une saison satisfaisante. Les consommateurs, particuliers et GMS, ont été au rendez-vous. Toutefois, le panier moyen reste

trop faible pour effacer le manque à gagner de 2023 et 2024.

Les paysagistes entrent dans le cœur de leur saison avec enthousiasme. L'activité se maintient, tirée par les collectivités mais les incertitudes budgétaires et les efforts demandés aux collectivités pour réduire la dette publique inquiètent les professionnels de la filière. Elles s'interrogent en effet sur les arbitrages que réaliseront les collectivités sur les budgets dédiés aux espaces verts.



CULTURES LÉGUMIÈRES : DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES ESTIVALES AVEC DES EXTRÊMES QUI IMPACTENT LA DEMANDE ET LA QUALITÉ DES PRODUITS

Une fin de printemps ensoleillée et un été dominé par de fortes chaleurs et des épisodes pluvieux intenses ont impacté les volumes de production et la demande des consommateurs. Les congés estivaux ont également influé sur les marchés. En fin d'été, période de retour de vacances et de rentrée, le marché des légumes est resté morose dans un contexte social tendu.

Du côté des légumes de serre, la crise conjoncturelle est déclarée fin mai pour les tomates petits fruits. Le marché redevient propice en août tant pour les tomates gros fruits que petits fruits. Alors que la production commence à régresser en septembre avec un maintien des prix pour les gros fruits, la situation se dégrade en tomates petits fruits avec la conjugaison d'une baisse de la demande et une reprise des importations marocaines. La situation s'assainit fin septembre-début octobre. Pour la tomate gros fruits, la baisse de consommation et la mise en avant des légumes d'automne dans

la distribution entraînent une situation de crise conjoncturelle mi-octobre.

En concombre, le marché est resté globalement équilibré en juillet et août mais se dégrade fortement à partir de septembre et la situation de crise conjoncturelle est déclarée de mi à fin septembre. La forte baisse de volume de production a permis de retrouver un marché équilibré en ce début d'automne.

Du côté des légumes de plein champ, les semis début été pour les légumes d'automne (courges, légumes racines, échalions...) se sont faits dans de bonnes conditions. Malgré l'alternance de coup de chaud/excès humidité en juillet-août, la météo a été plus favorable en septembre et a permis de bons niveaux de rendements. Des volumes importants se retrouvent sur un marché peu porteur : la consommation est atone (contexte socioéconomique de rentrée, contexte politique, météo ensoleillée). Les prix sont à la baisse.



ARBORICULTURE : UN DÉBUT DE CAMPAGNE FRAGILE

D'après Agreste, la dernière récolte nationale de pommes s'établirait à 1,58 million de tonnes, soit une baisse de -3 % par rapport à 2024, mais en hausse de +8 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020/24. L'estimation de l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP) diffère et table sur une récolte « pendante » (potentiel dans le verger) à 1,48 million de tonnes, en augmentation de +4 % (+3 % par rapport à 2020/24). Cependant, les dégâts liés aux attaques de pucerons cendrés, signalées dans de nombreux vergers ligériens, influenceront sur le volume final récolté : selon les parcelles, les pertes pourraient varier de -10 à -30 %. Avec une récolte précoce en Pays de la Loire, qui entre en concurrence avec les produits des régions du sud, et une demande encore présente de fruits d'été, les débuts de commercialisation ont été atone avec des prix dégradés. Le marché

s'améliore depuis début octobre avec une demande plus active.

Pour la poire de table, l'ANPP estime la récolte nationale à 140 000 tonnes, soit une hausse de +2 % par rapport à 2024 et de +8 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020/24. Plus précisément, pour la poire d'été, la récolte est en baisse mais reste d'un niveau correct. Le marché a été plutôt fluide. Pour la poire d'hiver, les volumes nationaux sont attendus en forte hausse ainsi que dans les pays du nord (Belgique et Pays Bas). Le marché est sous pression avec des décrochages de prix importants sur la poire conférence en raison d'importations belges et néerlandaises à des prix inférieurs.

En octobre, le prix producteur pour la pomme « nu départ » est inférieur de -6 centimes/kg par rapport à 2024. Pour la poire conférence, le prix est également inférieur à celui de 2024.

Pour accéder aux publications
du Pôle économie et prospective,
cliquer ou scanner :



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •
Edition : octobre 2025 – Version n°2

Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 06 48 38 45 15	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Sarah BIGOT	Tél. 06 26 64 30 92	Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr
Chloë BIOCHE	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 06 75 09 88 38	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Isabelle TRAINEAU	Tél. 06 16 81 60 21	Mail : isabelle.traineau@pl.chambagri.fr

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité